

## **ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2013-119**

### **PERMIS TEMPORAIRE DE STATIONNER**

#### ***Le Maire de la Commune de Juvignac,***

**Vu** la loi modifiée n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

- Les articles L 2122-28, L 2122-29, L 2212-2, L 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatifs aux pouvoirs du maire ;
- le Code de la Route et notamment l'article R.417-10 relatif au stationnement dangereux, gênant ou abusif ;
- le Nouveau Code Pénal et notamment les articles R.610-3 et R.610-5 ;
- l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents ;
- La demande formulée par Monsieur Olivier FABRE représentant la société BOUYGUES IMMOBILIER sise 58 avenue Marie de Montpellier 34960 MONTPELLIER, sollicitant une autorisation d'occupation du domaine public, afin d'installer un bureau de vente immobilière sur les allées de l'Europe;

**Considérant** qu'il est nécessaire de règlementer et de définir les conditions d'implantation de l'emprise du bureau de vente immobilière de la société BOUYGUES IMMOBILIER sur le domaine public,

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** Monsieur Olivier FABRE représentant la société R BOUYGUES IMMOBILIER est autorisé à renouveler l'occupation sur le domaine public au droit du trottoir des allées de l'Europe (emplacement n°8), du 11 janvier au 31 juillet 2013 inclus, afin d'installer un bureau de vente immobilière.

**Article 2 :** Le bureau de vente sera installé de manière à assurer la sécurité et l'acheminement des piétons en permanence et en respectant la réglementation relative à l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Il ne devra apporter aucune gêne à la circulation routière, ne pas nuire à l'écoulement des eaux pluviales et ne causer aucun dommage aux ouvrages existants.

**Article 3 :** La société BOUYGUES IMMOBILIER sera seule responsable de tous accidents ou dommages survenus de fait ou à l'occasion de l'occupation de la parcelle.

Le bénéficiaire est tenu de laisser les lieux en parfait état de propreté et ne devra en aucun cas endommager le revêtement de l'emplacement prévu à cet effet, auquel cas des poursuites seront engagées au regard de l'article R 635-1 du code pénal.

**Article 4 :** A défaut de respect des conditions précitées, la présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à tout moment et ce sans indemnités.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 :** La société BOUYGUES IMMOBILIER devra s'acquitter d'un droit d'occupation du domaine public selon les tarifs définis par la Décision du Maire n°2012-29, à savoir :

- Par bungalows de vente et bulles : 600€ par mois.

Tout trimestre commencé est dû dans son intégralité. Aucun prorata ne sera remboursé en cas de départ anticipé.

Le paiement doit s'effectuer au service de la comptabilité située à l'Hôtel de Ville.

**Article 6 :** La société BOUYGUES IMMOBILIER s'engage à fournir une attestation d'assurance couvrant les biens lui appartenant, et en général tous les dommages pouvant engager sa responsabilité.

**Article 7 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express. Elle est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 8 :** Le présent règlement sera affiché par le bénéficiaire au droit de l'emplacement neutralisé.

**Article 9 :** Toutes infractions au dispositif du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du nouveau Code Pénal, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités plus graves prévues par les lois et les règlements en vigueur.

**Article 10 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 11 :**

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Juvignac ;
- Monsieur le Directeur des Services Techniques ;
- Monsieur le Capitaine commandant la brigade de gendarmerie de St Georges d'Orques ;
- Le chef du service de police municipale,

sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Juvignac ;
- Monsieur le Directeur des Services Techniques ;
- Monsieur le Capitaine commandant la brigade de gendarmerie de St Georges d'Orques ;
- Le chef du service de police municipale ;
- La société BOUYGUES IMMOBILIER.

Fait à Juvignac, le 29 mars 2013

Jean OUSSET



Adjoint au Maire  
Délégué à l'Administration Générale